



COMMUNIQUE

ON VEUT UNE AUTRE POLICE !

Par suite des différentes mobilisations, de multiples rapports du défenseur des droits, des alertes des instances internationales, le Ministre de l'Intérieur a été dans l'obligation de sortir de son mutisme. À la suite de multiples violences de policiers et face à des agissements racistes au sein de la police nationale, C. Castaner a déclaré la suspension de certaines pratiques policières, et stipulé qu'il pouvait y avoir des « forces » racistes au sein de la police nationale. Cela dénote un contexte très tendu, une fébrilité du gouvernement et ce, même si le Ministre s'est très rapidement ravisé.

Pour l'UFSE CGT, les violences des policiers en question, les actes de certaines « forces racistes » ne sont pas de simples bavures mais relèvent bien d'un fait institutionnel multifactoriel que de nombreux gouvernements ont laissé faire. Nous savons aussi que de très nombreux fonctionnaires de police peuvent subir des pressions lorsqu'ils dénoncent des actes délictueux au sein de leur profession et, eux, sont souvent traduits en conseils de discipline. Nous savons aussi que de nombreux fonctionnaires de l'Intérieur sont attachés aux valeurs de la République et de la Démocratie, contrairement à celles et ceux qui commettent des actes délictueux par rapport à notre Démocratie. Nous tenons à le souligner et le dire. Nous les soutiendrons toujours !

Face aux multiples personnes violentées, blessées, amputées voire tuées par des forces de l'ordre ; face aux contrôles abusifs concentrés dans les quartiers où vivent souvent ces mêmes personnes victimes de racisme et d'exclusion sociale, le gouvernement a de plus en plus de mal à nier une situation intolérable doublée d'un contexte économique et social explosif.

La police a théoriquement un rôle important de prévention, de sécurité et de cohésion sociale. Elle peut remplir ses missions à la condition de lui permettre d'être au service de la population et non pas de celui d'un gouvernement ou d'un Etat qui a perdu tout sens de l'intérêt général et du bien commun. Pour exemple, la politique du maintien de l'ordre dans les manifestations ne permet pas d'assurer la liberté de manifester en toute sécurité mais vise, bien au contraire, à réprimer et « mater » toute volonté d'expression. Nous n'oublions pas l'affaire dite « Benalla » le premier mai 2018.

Nous n'oublierons pas non plus comment une infirmière, le 16 juin, épuisée par des mois de travail intense pour sauver des vies dans des conditions très difficiles et un énorme stress a explosé de colère du fait des charges policières et des gaz lacrymogènes. Nous ne saurions oublier comment son interpellation a été violente et humiliante, comment elle a été trainée par les cheveux et blessée par des policiers ayant reçu des ordres pour réprimer très fermement tout débordement et pour interpellé massivement pendant la manifestation.

Nous n'oublierons pas la violence sociale et institutionnelle qui frappe fort une grande partie de la population, qui exacerbe les colères. Dans les quartiers populaires, dans les zones paupérisées, enclavées, la police n'a plus de mission de proximité. Son action est cantonnée à un rôle strictement répressif ce qui peut conduire à toutes les dérives. Ce n'est pas de cette police dont nous avons besoin ! Celle-là, nous ne la voulons plus !

L'UFSE-CGT veut une police apaisée, transparente, au service des populations, de la République et de la Démocratie. Nous ne voulons pas d'une milice au service des « Financiers » qui nous exploitent tous et toutes, eux comme nous, une milice dont les membres peuvent être réduits à l'état d'instrument sécuritaire, de simple matraque !

Montreuil, le 18 juin 2020.